

Le 7 décembre 2001

**LES CHEFS D'ENTREPRISES EUROPEENS LANCENT UN APPEL AUX
CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT:
SUR FOND DE RALENTISSEMENT ECONOMIQUE, LES REFORMES
STRUCTURELLES SONT PLUS VITALES QUE JAMAIS**

Ce matin, lors de la réunion, au plus haut niveau, du Conseil des présidents de l'UNICE – qui rassemble tous les dirigeants des confédérations de l'industrie et des employeurs de 26 pays d'Europe – les chefs d'entreprises ont adopté une déclaration à l'intention des chefs d'État et de gouvernement qui se réuniront la semaine prochaine à Laeken. Les présidents de l'UNICE ont ainsi défini trois priorités pour 2002:

- créer un esprit d'entrepreneuriat, en œuvrant pour un environnement des entreprises qui stimule l'innovation;
- faire de la place aux entreprises;
- améliorer la flexibilité des marchés du travail.

Les entrepreneurs demandent instamment aux chefs de file politiques de l'UE de faire preuve de volonté politique, en tenant leur promesse de faire de l'Europe la région économique la plus compétitive du monde pour 2010. Cet objectif, fixé il y a près de deux ans à Lisbonne, est encore loin. "Nous sommes déçus", a déclaré le président de l'UNICE, Georges Jacobs, "de voir que les gouvernements n'ont pas pris les mesures qui s'imposent pour respecter leur engagement. Les entreprises ont besoin d'une libéralisation plus poussée, en particulier dans des domaines comme l'énergie, les transports et les services financiers. Nous appelons les chefs d'État et de gouvernement à donner une vitalité renouvelée à la déclaration de Lisbonne, en poursuivant des réformes structurelles radicales, sous peine que les entreprises d'Europe soient désavantagées. Les entreprises européennes", conclut le président, "ont besoin de meilleures législations, et non de plus. Nous avons besoin d'incitations à innover et à investir."

Le Conseil des présidents de l'UNICE s'est attaché également à souligner les progrès qui restent à faire avant que d'autres pays rejoignent l'UE. Tout en souscrivant fermement à l'élargissement de l'Union, les présidents de l'UNICE ont indiqué que des réformes structurelles plus approfondies sont nécessaires, non seulement dans l'UE, mais également dans les pays candidats.

Le texte complet de la déclaration figure en annexe.

Note à l'éditeur

L'UNICE est le porte-parole officiel de plus de 16 millions de petites, moyennes et grandes entreprises en Europe, qui emploient plus de 106 millions de personnes. Présente sur la scène européenne depuis 1958, l'UNICE compte aujourd'hui 33 membres, fédérations rationales de l'industrie et des employeurs de 26 pays, dont la mission première est l'amélioration de la croissance et de la compétitivité en Europe.

**APPEL DES MILIEUX D'AFFAIRES AU SOMMET DE LAEKEN:
SUR FOND DE RALENTISSEMENT ECONOMIQUE, LES REFORMES
STRUCTURELLES SONT PLUS VITALES QUE JAMAIS**

Le Conseil des présidents de l'UNICE – qui se compose des présidents des 33 fédérations membres de l'organisation – s'est réuni ce vendredi à Bruxelles. À cette occasion, il a adopté une déclaration exprimant les priorités et les attentes des milieux d'affaires pour le sommet du Conseil européen qui se déroulera les 14 et 15 décembre 2001 à Laeken.

Les chefs d'entreprises européens ont tenu leur réunion sur fond de situation économique mondiale bien moins favorable qu'escompté – en partie à la suite des événements du 11 septembre – et alors que l'Europe, comme ses grands partenaires commerciaux, lutte contre un grave ralentissement économique. Les gouvernements doivent s'attacher à créer les conditions d'une amélioration des investissements, de la croissance et de la compétitivité, au travers des réformes structurelles et de la stabilité macro-économique, y compris par la discipline budgétaire. Dans le climat international actuel d'incertitude économique, ces réformes sont plus nécessaires que jamais. La libéralisation des marchés, notamment de l'énergie, des transports, des services d'utilité publique comme les services postaux et les télécommunications, ainsi que la simplification des réglementations de l'UE sont des promesses faites à Lisbonne par les chefs d'État et de gouvernement et jugées cruciales par les chefs d'entreprises européens. L'UNICE demande également que toutes les mesures soient prises, dans chaque État membre, pour achever le marché intérieur et éviter les distorsions de concurrence entre les systèmes nationaux.

Dans ce cadre également, l'UNICE se réjouit de la décision prise à Doha, le 14 novembre, de lancer un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales. C'est un signal fort de la confiance retrouvée dans l'OMC et de la volonté de poursuivre la libéralisation des échanges et des investissements, dans l'intérêt de tous.

Réunis à trois semaines seulement de l'introduction historique des pièces et billets en euro, les présidents de l'UNICE ont exprimé leur confiance en un basculement sans heurts. Ce grand événement fera de la monnaie unique une réalité pour 300 millions de citoyens en Europe. Il sera capital de galvaniser la confiance des consommateurs; dans la dernière ligne droite, des campagnes de sensibilisation et d'information ciblées et intensives sont essentielles au succès.

1. Relancer les réformes de Lisbonne – davantage de libéralisation, de meilleures législations

Il n'est d'autre solution que de poursuivre les réformes économiques et structurelles si l'UE veut réaliser les objectifs ambitieux fixés à Lisbonne il y a près de deux ans et faire de l'Europe la région la plus compétitive du monde pour 2010. D'ici le sommet extraordinaire du printemps prochain qui, en mars, évaluera les progrès réalisés, l'UNICE s'inquiète du manque de mise en œuvre nationale des décisions de Lisbonne. L'UNICE appelle les chefs d'État et de gouvernement à concrétiser leurs engagements de libéralisation des marchés, et notamment des marchés du travail et des services tels que l'énergie, les transports, les services d'utilité publique comme les services postaux et les télécommunications. L'UNICE souligne par ailleurs la nécessité de maintenir la transparence et le contrôle des aides d'État aux services d'intérêt général, qui ne devraient pas être remis en cause par une réglementation horizontale d'exemption. Les milieux d'affaires se soucient du bon fonctionnement du marché unique européen, en particulier pour les services financiers, et attendent des gouvernements qu'ils respectent leur engagement à simplifier les réglementations et à promouvoir l'innovation par l'adoption d'un brevet communautaire attirant et compétitif.

Les gouvernements doivent résister aux pressions qu'ils subissent et éviter d'ajouter de nouvelles réglementations contraires à l'esprit de Lisbonne, entre autres dans le domaine de la politique sociale, qui entraveraient les restructurations nécessaires et freineraient la reprise de la croissance et de l'emploi. L'UNICE souligne que le plan d'action de la Commission pour une meilleure réglementation, promis pour juillet 2002, est capital. Comme annoncé, ce plan d'action devrait assurer que toutes les grandes propositions incluent une étude de durabilité, évaluant leurs conséquences économiques, sociales et environnementales potentielles. En ce qui concerne la réforme des retraites, les présidents de l'UNICE insistent sur la nécessité de promouvoir le développement des retraites complémentaires, par capitalisation, dont une offre accrue est essentielle pour assurer la viabilité à long terme des finances publiques.

2. **Élargissement – davantage d'efforts malgré les progrès**

L'UNICE, qui est un ardent défenseur de l'élargissement, se réjouit des progrès accomplis par de nombreux pays candidats vers la satisfaction des critères d'adhésion. Elle appuie les rapports nationaux préparés par la Commission européenne et les recommandations qu'ils adressent au sommet de Laeken, en particulier le "paquet" d'assistance supplémentaire dégagé en vue de renforcer la capacité administrative et judiciaire de ces pays. Un pays candidat devrait être admis dès qu'il satisfait aux critères d'adhésion, sans devoir attendre les candidats moins avancés dans leur préparation. En octobre dernier, l'UNICE soulignait déjà que des efforts renouvelés devaient être faits dans quatre domaines prioritaires: lutte contre la corruption, amélioration du dialogue entre les entreprises et les gouvernements des pays candidats, poursuite des réformes structurelles et des privatisations, et quelques aspects choisis du marché unique qui exigent une attention particulière, par exemple la circulation des marchandises, la propriété intellectuelle, les marchés publics et les aides d'État. Il importe d'intensifier le débat public sur les avantages de l'élargissement, tant au sein de l'UE que dans les pays candidats.

3. **L'avenir des milieux d'affaires en Europe est tributaire de la qualité législative et de la volonté politique**

L'Union européenne est appelée à jouer un rôle plus actif sur une scène politique et économique toujours plus mondialisée. Le débat sur "l'avenir de l'Europe" lancé par la présidence belge est important, et l'UNICE y apportera sa contribution. Les entreprises ont besoin d'une Europe plus simple, plus proche, dotée de législations de meilleure qualité; une Europe qui encourage l'esprit d'initiative et la libre entreprise, une Europe qui est capable de prendre efficacement et rapidement des décisions affectant les milieux d'affaires. Dans ce contexte, l'UNICE réitère son appel à la simplification réglementaire et administrative de l'environnement au sein duquel doivent opérer les entreprises européennes. L'UNICE appuie l'idée d'une "convention" pour préparer la conférence intergouvernementale devant ébaucher le futur cadre institutionnel de l'Europe, qui doit être transparent et performant. Les milieux d'affaires européens sont désireux de prendre une part active au débat sur l'avenir de l'Europe et espèrent être intégrés à la convention en qualité d'observateurs.